

**Point de presse de la porte-parole -
Syrie - Armes chimiques -
Partenariat international contre
l'impunité d'utilisation d'armes
chimiques/adhésion de quatre Etats
- Israël - Syrie
(Paris, 17 avril 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et a répondu aux questions suivantes :

1 - Syrie - Armes chimiques

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a dépêché en Syrie une équipe d'enquêteurs - la mission d'établissement des faits (FFM) - à la suite de l'attaque du 7 avril à Douma dans la Ghouta orientale qui a tué plusieurs dizaines de personnes.

L'équipe a pour mission d'établir si une attaque chimique a bien eu lieu et la nature de l'agent chimique utilisé. Elle applique des méthodes scientifiques d'une grande technicité et d'une grande rigueur que nous avons saluées en de multiples occasions. La mission n'a pas pour mandat d'identifier les responsables de cette attaque : seul le mécanisme d'enquête conjoint des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (JIM) le pouvait, mais son mandat n'a pas été renouvelé en raison de l'opposition de la Russie au Conseil de sécurité des Nations unies.

À ce jour, la Russie et la Syrie refusent toujours aux enquêteurs l'accès au site de l'attaque alors que ceux-ci sont arrivés en Syrie le 14 avril dernier. Il est très probable que des preuves et des éléments essentiels disparaissent de ce site, par ailleurs entièrement contrôlé par les armées russes et syriennes.

Il est essentiel que la Syrie donne enfin un accès complet, immédiat et sans entrave à toutes les demandes de l'OIAC, qu'il s'agisse de sites à visiter, de personnes à interviewer ou de documents à consulter.

2 - Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques - adhésion de quatre Etats

Dans un contexte international marqué par la recrudescence de l'utilisation d'armes chimiques et l'attaque de Douma, la France, en sa qualité de présidente du Partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques, salue l'adhésion, le 15 avril, de quatre Etats :

Norvège, Estonie, Finlande et Slovaquie. Ce sont désormais 27 Etats et une organisation internationale (l'Union européenne) qui sont parties prenantes à ce Partenariat.

Celui-ci est ouvert à tous les pays qui adhèrent aux objectifs et principes énumérés dans la déclaration adoptée lors de sa création. La France invite à le rejoindre ceux qui souhaitent soutenir, par une action opérationnelle, les organisations et mécanismes internationaux compétents.

Depuis son lancement à Paris le 23 janvier dernier, le Partenariat contribue à fournir les éléments utiles aux enquêtes internationales en cours. Il travaille également à compléter les listes des personnes et entités impliquées dans l'utilisation d'armes chimiques. Il devrait se réunir prochainement sous la présidence du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Les informations relatives au Partenariat et à ses actions sont disponibles sur un site dédié :

<https://www.noimpunitychemicalweapons.org/-fr-.html>

3 - Israël

Q - Le maire de Gennevilliers s'est vu refuser hier l'entrée du territoire israélien alors qu'il venait suivre des projets de coopération décentralisée. Quelle est la réaction des autorités françaises ?

R - Nous vous rappelons qu'il appartient aux autorités israéliennes de décider de l'entrée et de la sortie de ressortissants étrangers sur leur territoire.

Nous regrettons le refus d'entrée sur le territoire israélien opposé au maire de Gennevilliers, M. Patrice Leclerc, le 16 avril, après plusieurs heures de rétention à la frontière israélo-jordanienne. M. Leclerc, dont le déplacement s'inscrivait dans le suivi de la mise en oeuvre de projets de coopération décentralisée engagés dans les Territoires palestiniens, a bénéficié de l'assistance de l'ambassade de France à Tel Aviv et du consulat général de France à Jérusalem.

De manière générale, nous souhaitons que les élus français puissent accéder au territoire israélien comme aux Territoires palestiniens dans l'exercice de leur mission.

4 - Syrie

Q - Avez-vous des informations sur les nouvelles frappes en Syrie, qui selon les Syriens, se sont produites cette nuit dans la province de Homs? Ont-elles vraiment eu lieu? Quelle est leur

origine?

R - Nous n'avons pas d'information à ce sujet./.